

ACCORD-CADRE PUBLIC DE TRAVAUX

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots

CCAP DIR-UDI-25-174 du 17 avril 2025

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ÉTAT - Ministère chargé des transports - Direction Interdépartementale
des Routes Ouest (DIR Ouest)

Représentant de l'Acheteur (RA)

Monsieur Le Directeur interdépartemental des routes Ouest par arrêté
du Préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sé-
curité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine, du 28 octobre 2024

Intitulé de l'accord-cadre

Travaux d'équipements dynamiques sur le réseau routier national de la
DIR Ouest

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 2. ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2-1. Décomposition en lots.....	4
2-2. Étendue de l'accord-cadre.....	4
2-3. Typologie des marchés subséquents.....	5
ARTICLE 3. DURÉE DE LA VALIDITÉ DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 4. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
4-1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	5
4-2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	6
4-3. Responsabilités et Assurances.....	8
4-4. Clauses sociales et environnementales.....	9
4-5. Forme des notifications.....	9
4-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	10
4-7. Tâches essentielles.....	11
4-8. Ordres de service.....	11
4-9. Autres dispositions générales.....	11
ARTICLE 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	12
ARTICLE 6. PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	12
6-1. Mise en concurrence.....	12
6-2. Conditions de la consultation.....	12
6-3. Documents fournis aux candidats.....	13
6-4. Jugement et classement des offres pour les marchés subséquents.....	13
6-5. Pièces constitutives des marchés subséquents.....	15
ARTICLE 7. MODALITÉS FINANCIÈRES DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	16
7-1. Avance.....	16
7-2. Prix des marchés subséquents.....	17
7-3. Règlement des comptes.....	17
7-4. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	20
7-5. Variation des prix des marchés subséquents.....	21
7-6. Pénalités.....	21
ARTICLE 8. DÉLAIS D'EXÉCUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	24
8-1. Délai d'exécution.....	24
8-2. Prolongation des délais d'exécution.....	24
ARTICLE 9. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	24
9-1. Provenance des matériaux et produits.....	24
9-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	25
9-3. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	25
ARTICLE 10 . RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	26

10-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	26
10-2. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	26
10-3. Piquetage général.....	27
10-4. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	27
10-5. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	27
ARTICLE 11 . PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	28
11-1. Études d'exécution des ouvrages.....	28
11-2. Délais de validation.....	28
11-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	28
11-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	28
11-5. Registre de chantier.....	31
ARTICLE 12 . CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	31
12-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	31
12-2. Réception.....	32
12-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	32
12-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	32
12-5. Documents fournis après exécution.....	33
12-6. Délai de garantie.....	33
12-7. Garanties particulières.....	33
ARTICLE 13 . CAS DE RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	33
ARTICLE 14. ACTION D'INSERTION PAR L'EMPLOI.....	34
ARTICLE 15. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	34

***Dans la suite du présent document l'acheteur peut aussi être désigné "Maître d'ouvrage".
Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.***

ARTICLE PREMIER. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations relèvent de la catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent les travaux d'équipements dynamiques de la DIR Ouest : travaux de déploiement ou renouvellement d'équipements, comprenant, la fourniture et la pose des équipements, y compris les prestations de génie civil, câblage, réseaux, jusqu'à la mise en service. Les équipements sont les suivants :

- caméras de surveillance du trafic
- stations et capteurs de recueil de données trafic
- stations et capteurs de recueil de données météorologiques

Les travaux seront effectués sur le réseau routier national de la DIR Ouest

Les prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

ARTICLE 2. ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE

2-1. Décomposition en lots

Les travaux objets de la présente consultation portent sur 3 lots désignés ci-après :

Désignation des lots	
Lot 1	caméras de surveillance du trafic
Lot 2	stations et capteurs de recueil de données trafic
Lot 3	stations et capteurs de recueil de données météorologiques

2-2. Étendue de l'accord-cadre

Les minima et/ou maxima de l'accord-cadre sont fixés ainsi :

Lot	Minimum HT	Minimum TTC	Maximum HT	Maximum TTC
Lot 1	0,00 €	0,00 €	1 650 000,00 €	1 980 000,00 €
Lot 2	0,00 €	0,00 €	1 650 000,00 €	1 980 000,00 €
Lot 3	0,00 €	0,00 €	580 000,00 €	696 000,00 €

2-3. Typologie des marchés subséquents

Certains marchés subséquents pourront être des accords-cadres à bons de commande.

ARTICLE 3. DURÉE DE LA VALIDITÉ DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est passé pour une durée de 1 an à compter de la date de sa notification ; les marchés subséquents pourront être conclus dès sa notification jusqu'à son expiration.

L'accord-cadre est reconductible dans la limite de 3 reconductions, sans que la durée totale ne puisse excéder 4 ans.

La durée de chaque reconduction est identique à celle de la période initiale et débute le lendemain de l'expiration de la période précédente.

Si le RA ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit se prononcer au moins 1 mois avant la fin de la période en cours.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

ARTICLE 4. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

4-1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-trai-

tants.

En cas d'infraction constatée, l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.31 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

4-2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

4-2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effec-

tuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

4-2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent accord-cadre public doit conformément aux articles L 1262-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire

prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 7-6.2.7.

4-3. Responsabilités et Assurances

4-3.1. Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

4-3.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

Des garanties spécifiques pourront être demandées au niveau des marchés subséquents en fonction de leur nature particulière.

4-3.3. Assurances de responsabilité civile décennale

Lorsque les travaux relèvent de la responsabilité décennale des constructeurs, l'entreprise devra être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale.

4-4. Clauses sociales et environnementales

4-4.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution des marchés subséquents à l'accord cadre pourront comporter des éléments à caractère social.

4-4.2. Clauses environnementales

Le CCTP de chaque lot fixe à l'article 4.5.2 des clauses environnementales comme conditions d'exécution et spécifications techniques.

Les pièces particulières du marché subséquent pourront fixer d'autres prescriptions environnementales.

4-5. Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers l'accord-cadre ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution l'accord-cadre à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers de l'accord-cadre puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire

ne mentionne pas de délai(s), celui-ci (ceux-ci) commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

4-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

4-6.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 7-3.2.8 du présent accord-cadre.

4-6.2. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution de chaque marché subséquent ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché subséquent, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 7-3.2.9 du présent CCAP

4-7. Tâches essentielles

Les tâches essentielles qui ne peuvent pas être sous-traitées sont les suivantes :

- études d'exécution sauf les calculs structurels
- travaux génie civil ci-après :
 - réalisation des fondations et dalles techniques
 - réalisation des réseaux en tranchées
 - pose et réglage des supports et structures
- pose et raccordement (hors fibre optique) des équipements électriques, c'est-à-dire caméras, armoires de stations météorologiques et de comptage, y compris les éléments constituant l'armoire.

4-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché subséquent.

4-9. Autres dispositions générales

4-9.1. En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

4-9.2. Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

ARTICLE 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi, qui fait office d'acte d'engagement ;
- Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 31 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 6. PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

6-1. Mise en concurrence

Lors de la survenance des besoins afférents à un lot, tous les titulaires de ce lot seront systématiquement remis en concurrence sur la base des documents de la consultation du marché subséquent. Les titulaires seront tenus de remettre une offre pour chaque remise en concurrence ou de justifier par écrit de leur impossibilité de répondre.

Le mode de transmission se fera par le profil d'acheteur.

Le dossier de consultation du marché subséquent mentionnera au minimum les éléments suivants:

- l'intitulé et les descriptifs du marché subséquent,
- la pondération des critères de jugement des offres,
- la date limite de remise des offres,
- la situation géographique des travaux,
- la durée de la période de préparation éventuelle.

6-2. Conditions de la consultation

6-2.1. Variantes

Par défaut, les variantes sont refusées. Elles pourront être autorisées lors des consultations en vue de l'attribution des marchés subséquents.

6-2.2. Prestations supplémentaires éventuelles

Ces prestations seront mentionnées le cas échéant dans le cahier des clauses spéciales des marchés subséquents.

6-3. Documents fournis aux candidats

- le règlement de la consultation (RCS)
- le cahier des clauses spéciales (CCS)

Pour les marchés subséquents sous forme d'accord-cadre à bons de commande et les marchés subséquents à prix unitaires :

- le cadre du bordereau des prix ;
- le document financier à compléter sans modification du cadre.

Pour les marchés subséquents à prix unitaires et forfaitaire :

- le cadre du bordereau des prix ;
- le cadre du détail estimatif ;
- la décomposition du prix global forfaitaire : cadre joint à compléter sans modification hormis la colonne quantité qui est fournie à titre indicatif.

Pour les marchés subséquents à prix global forfaitaire :

- la décomposition du prix global forfaitaire : cadre joint à compléter sans modification hormis la colonne quantité qui est fournie à titre indicatif.

Pour tous les marchés subséquents :

- d'éventuelles pièces complémentaires (plans, études, plan général de coordination si le marché subséquent y est soumis) destinées à figurer dans le marché subséquent ;
- d'éventuelles pièces complémentaires données à titre indicatif et non destinées à figurer dans le marché subséquent.

Le cahier des clauses spéciales complétera, pour les marchés subséquents, le cahier des clauses administratives (CCAP) et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre.

Le contenu de l'offre à remettre sera mentionné dans le règlement de la consultation de chaque mise en concurrence.

6-4. Jugement et classement des offres pour les marchés subséquents

Seuls seront ouverts les plis reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-2 à L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées ou inacceptables seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité d'éliminer ou d'autoriser la régularisation des offres irrégulières conformément à l'article R.2152-2 du CCP.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RA.

Les critères d'attribution du marché subséquent seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Valeur technique des prestations	De 20 à 60 %
Prix des prestations	De 40 à 80 %
Critère environnemental	De 0 à 20 %

Des sous critères peuvent être définis dans chaque marché subséquent.

La pondération précise des critères ci-dessus et des sous critères sera fixée dans chaque RCS.

Si le marché subséquent est passé sous forme d'accord-cadre à bons de commande la note du sous-critère de la valeur technique « Gestion de la qualité, pertinence des moyens - Éléments de SOPAQ » donnée à l'analyse des offres du présent accord-cadre sera conservée pour l'analyse des offres du marché subséquent.

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches dans le cas d'un marché subséquent à tranches.

Pour les prix unitaires :

- En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du document financier sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce document financier seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.
- Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.
- Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour les prix forfaitaires :

- Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.
- Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP son offre sera rejetée.

Le RA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

6-5. Pièces constitutives des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, et sauf mention contraire dans le CCS, les pièces constitutives des marchés subséquent sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RA fait seul foi, qui fait office d'acte d'engagement ;
- le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre ;
- le Cahier des clauses spéciales (CCS) du marché subséquent et ses annexes éventuelles ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot concerné de l'accord-cadre ;
- le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 31 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- le bordereau des prix le cas échéant ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs (sauf dans le cas de marché subséquent passé sous forme d'accord-cadre à bons de commande)
- toute pièce complémentaire qui sera alors mentionnée dans le CCS.

ARTICLE 7. MODALITÉS FINANCIÈRES DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

7-1. Avance

Il pourra être dérogé au présent article dans chaque marché subséquent.

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché subséquent, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du marché subséquent est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant du marché subséquent diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du marché subséquent si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 35 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 7-3.4 ci-après compté à partir de la date de notification du marché subséquent.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 50 % du montant initial TTC du marché subséquent. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché subséquent est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les co-traitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque co-traitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification de la déclaration de sous-traitance. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Dans le cas d'un marché subséquent à tranches, ces stipulations s'appliquent à chaque tranche affermie.

Dans le cas d'un marché subséquent sous forme d'accord-cadre à bons de commandes ces stipulations s'appliquent à chaque bon de commande.

7-2. Prix des marchés subséquents

7-2.1. Contenu des prix

Sauf dispositions contraires, les prix des marchés subséquents sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces de l'accord-cadre.

Outre les facilités dont pourrait potentiellement bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet d'un marché attribué par exécution du présent accord-cadre sont réglés par application de prix unitaires et/ou forfaitaires.

7-2.2. Intégration des prix nouveaux provisoires

Par dérogation à l'article 14.5 du CCAG, concernant les prix provisoires notifiés en application de l'article 14.4 du CCAG, dès lors que le montant du marché initial n'en est pas augmenté et qu'ils ne souffrent d'aucune contestation de la part du titulaire exercée par application de l'article 14.3, leur intégration au marché subséquent de manière définitive peut se faire par modification unilatérale du contrat par le RA notifiée par OS du maître d'œuvre.

7-3. Règlement des comptes

il pourra être dérogé au présent article dans chaque marché subséquent.

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 13 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

7-3.1. Décomptes et acomptes périodiques

Selon l'avancement des travaux et en accord avec le maître d'œuvre, le titulaire lui remet un projet de décompte assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient, pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement conjoint ou avec des sous-traitants, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants et sous-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

7-3.2 Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

En complément de l'article 12.3.3 du CCAG, dans le projet de décompte final, le

titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises **régulièrement** et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article du présent CCAP.

Si le RPA n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 13.4.2 du CCAG, par dérogation au 13.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RPA d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RPA dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

7-3.3. Facturation sous forme électronique

NB : Le terme "facture" désigne dans les marchés subséquents "le projet de décompte".

Conformément aux L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP, les informations suivantes :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre ;
- Le code du service exécutant de la dépense : CGFB200035 ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera communiqué par le service ordonnateur à la notification du marché subséquent ou du bon de commande.

7-3.4. Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvre-

ment prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7-3.5. Modalités particulières

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure l'acheteur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant de l'acheteur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant de l'acheteur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

7-4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans les marchés subséquents sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont des sommes forfaitaires dues par le titulaire lorsqu'une obligation contractuelle n'est pas respectée. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA :

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son auto-liquidation.

7-5. Variation des prix des marchés subséquents

- Marchés subséquents passés sous forme d'accord-cadre à bons de commande : les prix seront révisables
- Marchés subséquents de travaux : les prix seront fermes actualisables ou révisables selon la durée d'exécution des travaux.

Selon la nature des travaux, les formules d'actualisation ou de révision pourront utiliser les index suivants :

- TP02 : Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation
- TP12a : Réseaux d'énergie et de communication hors fibre optique
- Selon la nature des travaux d'autres index/indices pourront être utilisés.

7-6. Pénalités

Sauf dérogation ou stipulations complémentaires dans les pièces particulières des marchés subséquents, les stipulations suivantes s'appliquent.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités journalières s'entendent par jour calendaire.

7-6.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché, d'une tranche ou d'un bon de commande pour lequel un délai d'exécution ou une date limite a été fixé, les pénalités journalières suivantes : 100 €.

7-6.2. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

7-6.2.1. Période de préparation

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG, en cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées aux articles 4-1.3, 4-2.4 et 4-5.3 des CCTP, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 €.

7-6.2.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

À la fin des travaux, dans le délai d'exécution, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, et en complément une pénalité journalière de 100 € sera appliqué au titulaire.

7-6.2.3. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 12-5, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 1000 €.

7-6.2.4. Prestations nécessaires à la levée des réserves

En cas de retard dans la réalisation des épreuves, prestations et mises en conformité des ouvrages nécessaires à la levée des réserves listées lors des opérations préalables à la réception, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € au premier jour de retard, puis une pénalité journalière de 50 €.

7-6.2.5. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

7-6.2.6. Clauses sociales

Le cas échéant, les marchés subséquents pourront prévoir des pénalités pour non-respect des clauses sociales.

7-6.2.7. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 4-2 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

7-6.2.8. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 4-6.1 ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 10 000 €

7-6.2.9. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 4-6.2 ci-dessus le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 10 000 €

7-6.2.10. Travaux sous balisages

Lors des travaux nécessitant la mise en place et le repli d'un balisage spécifique, et étant entendu que les jours et heures sont fixés en accord avec l'entrepreneur, il sera appliqué les pénalités suivantes :

- Pour non présentation sur le chantier au jour et à l'heure indiqués : 7 500 €.
- Pour dépassement d'horaire impliquant le maintien d'un balisage au delà de la plage fixée par l'exploitant : 2 000 € par heure commencée.
- Pour nécessité de nuit supplémentaire, non programmée initialement entre l'entrepreneur, le maître d'œuvre et les services de la DIRO : 6 000 €.

Le cas échéant, le CCS des marchés subséquents pourra prévoir d'autres pénalités spécifiques, notamment au regard des clauses environnementales et sociales propres au marché subséquent.

7-6.2.11. Pénalités pour non respect d'un délai de prévenance

En cas de demande par l'entreprise d'une nuit programmée avec un délai de prévenance inférieur strictement à trente (30) jours calendaires, le titulaire encourt une pénalité de 5 000 €.

7-6.2.12. Autres pénalités

Pénalité pour défaut de signalisation temporaire de chantier : La pénalité est fixée à 500 € et sera appliquée forfaitairement après chaque constat du représentant du maître d'œuvre pour tout manquement aux stipulations formulées par le maître d'œuvre.

Pénalité pour défaut de nettoyage des voies publiques : La pénalité est fixée à 500 € et sera appliquée forfaitairement après chaque constat du représentant du maître d'œuvre.

Pénalité pour exécution des travaux sans balisage : il est précisé qu'en cas d'exécution des travaux sans balisage préalable et présent sur le chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 2 000 €.

Pénalité pour non respect d'une clause du PPSPS : en cas de non-respect d'une clause du PPSPS, le titulaire encourt une pénalité journalière de 500 €.

Pénalité pour dommages causés à l'environnement ou aux tiers

- En cas d'infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par cas.
- En cas d'atteintes à l'environnement ou dégradations réparables, le titulaire encourt une pénalité de 2 000 € par jour ou par cas.
- En cas de dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes, le titulaire encourt une pénalité de 25 000 € par cas.

Pénalité pour non dépôt des pièces et attestations mentionnées à l'article 4

En cas de non dépôt des pièces et attestations mentionnées au 1-6 ci-dessus sur la plate-forme en ligne à l'adresse <http://www.e-attestations.fr>, une pénalité de 100 € par document, plafonnée à 500 € par an, sera appliquée.

La pénalité s'appliquera également si les pièces et attestations qui ne sont pas conformes aux exigences de la réglementation et du présent accord-cadre.

Pénalité pour intervention d'un sous-traitant sans agrément

Le titulaire qui fait intervenir un sous-traitant sans agrément par le maître d'ouvrage encourt une pénalité forfaitaire de 5 000 €.

ARTICLE 8. DÉLAIS D'EXÉCUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

8-1. Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement du marché subséquent, et peut faire apparaître une période de préparation. Le début de la période d'exécution des travaux peut faire l'objet d'un ordre de service ultérieur.

Le délai d'exécution inclut le repliement des installations de chantier.

Les marchés subséquents pourront prévoir des délais distincts.

8-2. Prolongation des délais d'exécution

A défaut de stipulations spécifiques dans le CCS des marchés subséquents, les stipulations du CCAG sont seules applicables.

ARTICLE 9. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

9-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés

par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître d'œuvre les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrisent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

9-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

9-3. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Il est fait application de l'article 26 du CCAG Travaux.

Le CCTPS pourra désigner les matériaux, produits et composants de construction qui sont fournis par le maître de l'ouvrage et préciser les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par le titulaire.

La rémunération de ces prestations sera réputée incluse dans les prix des marchés subséquents.

ARTICLE 10 . RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

10-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage réalise les déclarations de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants.

Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

10-2. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Les modalités de la période de préparation sont précisées dans le CCS de chaque marché subséquent.

10-3. Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, les implantations et le piquetage général sont effectués par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre. Ces implantations pourront être scindées en plusieurs opérations distinctes, échelonnées dans le temps en fonction du programme d'exécution des travaux fourni par le titulaire. Le titulaire doit s'assurer de l'entretien et de la visibilité du piquetage durant toute la période de travaux.

10-4. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, sous contrôle du maître d'œuvre, par le titulaire qui a convoqué si nécessaire les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire de l'accord-cadre prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

10-5. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

ARTICLE 11 . PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

11-1. Études d'exécution des ouvrages

Les modalités d'établissement et de remise des études d'exécution par le titulaire sont précisées dans le CCTP de l'AC et dans les CCS des marchés subséquents.

Il est rappelé que des documents d'exécution, quand bien même validés par le maître d'œuvre, ne prévalent pas sur l'application des cahiers des charges sauf dérogation **explicitement accordée** préalablement.

Si des dérogations aux cahiers des charges doivent être accordées par le maître d'œuvre pour la réalisation des prestations, les documents d'exécution peuvent servir de vecteur à une demande de dérogation. Pour ce faire, le titulaire surligne impérativement ses demandes de dérogations de manière précise et dûment justifiée. La dérogation n'est applicable que si le titulaire a obtenu en retour une validation explicite de la dérogation et du document d'exécution.

11-2. Délais de validation

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours à compter du lendemain de la réception de document pour formuler son avis et donner une validation sur les documents techniques produit par le titulaire. Le planning prévisionnel de réalisation des études, ainsi que de la période de préparation doit intégrer ce délai ; Le titulaire ne pourra faire valoir une quelconque prolongation si la production des éléments soumis à validation du maître d'œuvre ne respectent pas ce délai.

11-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

11-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

11-4.1 Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier,

leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

11-4.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent

Sauf dispositions spécifiques au marché subséquent, les stipulations du CCAG seront applicables.

11-4.3 Sécurité et hygiène des chantiers

Sauf dispositions spécifiques au marché subséquent, les stipulations du CCAG seront applicables

11-4.4 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service territorialement compétent de la DIR.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié. Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise et à ses frais.

11-4.5 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Re-

giste Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT), les noms de ses représentants au sein du collège dans les conditions fixées aux articles R.4532-80 à 83 du Code du Travail ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité

et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les stipulations du présent accord-cadre relatives à la coordination SPS.

11-4.6 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Sauf dispositions spécifiques au marché subséquent, les stipulations du CCAG seront applicables.

11-4.7 Démolition de constructions

Sauf dispositions spécifiques au marché subséquent, les stipulations du CCAG seront applicables

11-4.8 Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation de l'article 34.1 du CCAG, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, ces dernières seront à la charge exclusive du titulaire

11-5. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, il n'est pas prévu de registre de chantier.

ARTICLE 12 . CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

12-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

12-1.1 Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et deman-

dés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

12-1.2 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Le titulaire se conforme aux CCTPS, CCTP, CCAG et CCTG – appliqués selon leur ordre de priorité en cas de contradiction.

Les essais et contrôles relevant du contrôle intérieur définis dans le Plan d'Assurance Qualité sont assurés à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles relevant du contrôle extérieur prévus au marché sont assurés à la diligence du maître d'œuvre et, **par dérogation à l'article 38 du CCAG**, aux frais du maître d'ouvrage.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

12-2. Réception

12-2.1 Réception des ouvrages

Par dérogation à l'article 41 du CCAG, la réception se déroule conformément aux CCTPS, CCTP, CCAG et du CCTG, appliqués selon leur ordre de priorité en cas de contradiction.

12-2.2 Réceptions partielles

Par dérogation à l'article 41 du CCAG, La réception se déroule conformément aux CCTPS, CCTP, CCAG et CCTG, appliqués selon leur ordre de priorité en cas de contradiction. Des réceptions partielles peuvent être menées équipement par équipement.

12-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Sauf dispositions spécifiques au MS, les stipulations du CCAG sont seules applicables.

12-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sauf dispositions spécifiques au MS, les stipulations du CCAG sont seules applicables.

12-5. Documents fournis après exécution

Le titulaire se conforme aux CCTP de l'accord-cadre, CCS du marché subséquent, CCAG et CCTG – appliqués selon leur ordre de priorité en cas de contradiction.

12-6. Délai de garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG, les délais de garantie minimaux sont les suivants :

- Trois ans pour le bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes électroniques et électriques (garantie endurcie) ;
- Dix ans pour la structure du support tel que décrit au CCTP.

Le cas échéant, ces durées sont rallongées afin de se conformer aux éventuels engagements complémentaires pris par le titulaire dans son offre lors de la consultation subséquente.

12-7. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 13 . CAS DE RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'acheteur peut à tout moment, pour des motifs d'intérêt général, mettre fin au présent accord-cadre par une décision de résiliation notifiée aux titulaires.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal. À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation l'accord-cadre définis à l'article 50 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 50.3.2 du CCAG, la résiliation l'accord-cadre par décision de l'acheteur signataire l'accord-cadre aux frais et risques du déclarant.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6

sur le travail dissimulé.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, placé dans l'une des situations mentionnées aux L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne remet pas d'offre lors de la remise en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent, l'acheteur peut résilier, sans indemnité, l'accord-cadre le concernant.

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité et sans mise en demeure en cas de manquements graves dans la réalisation d'un marché subséquent.

ARTICLE 14. ACTION D'INSERTION PAR L'EMPLOI

Les marchés subséquents peuvent prévoir une clause sociale.

ARTICLE 15. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG :

Article 5	déroge à	4.1 du CCAG
Article 7-2.2		14.4 et 14.5 du CCAG
Article 7-3		13.1.1, 13.1.7 et 13.3.1 du CCAG
Article 7-3.2		13.4.4 du CCAG
Article 7-6		19.2.2 du CCAG
Article 7-6.1		19.2.3 du CCAG
Article 7-6.2.1		19.3 du CCAG
Article 11-4.8		34.1 du CCAG
Article 11-5		28.5 du CCAG
Article 12-1.1		24.7 du CCAG
Article 12-1.2		38 du CCAG
Article 12-2.1		41 du CCAG
Article 12-2.2		41 du CCAG
Article 12-6		44.1 du CCAG